

En tout cas, les électeurs de Hamilton et les électeurs du Canada, quand ils ont accordé une majorité massive au gouvernement conservateur, s'attendaient à un peu mieux. Ils s'attendaient à certaines garanties d'embauche. Ils s'attendaient à ce que le premier ministre (M. Mulroney) tienne ses promesses. Faut-il ajouter, monsieur le Président, que s'il tenait une promesse, ce serait vraiment du nouveau de sa part. Au lieu de créer des emplois, son gouvernement en a mis des milliers en péril, non seulement à Hamilton mais dans l'ensemble de notre vaste pays.

L'autre matin, j'ai pris la parole devant les travailleuses et travailleurs de Susan Shoes Industries Ltd., établissement situé dans la magnifique circonscription de Hamilton-Est. Ses travailleurs et travailleuses s'inquiètent parce qu'ils risquent de perdre jusqu'à 400 emplois, étant donné que le gouvernement refuse de donner la garantie d'emploi dont le premier ministre avait parlé si éloquemment pendant les jours sombres de juillet et d'août. Ces jours sombres ont clairement montré aux Canadiens que les conservateurs ne tenaient pas à aider les gens de Hamilton. Les conservateurs ne s'intéressent à la création d'emplois ni au niveau fédéral ni au niveau provincial. Tout ce qui intéresse les conservateurs, c'est de fournir des emplois à leurs amis, aux membres de leur famille et à leurs beaux-frères.

Le sentiment populaire vis-à-vis du gouvernement n'est pas très bon. Des citoyens de Hamilton, de Toronto et du nord de l'Ontario se posent des questions. Ils se demandent pourquoi le gouvernement ne répond pas au genre d'attentes qu'il a inspirées aux Canadiens et pourquoi sa première initiative en tant que gouvernement a été de saborder l'instrument même de création d'emplois qu'avait créé l'ancien gouvernement libéral, l'Agence d'examen de l'investissement étranger.

Les Canadiens se rendent compte que les investissements doivent garantir des emplois pour les Canadiens. Le mouvement syndicaliste parle de façon très éloquente à ce stade-ci de la question de la sécurité d'emploi. Il n'est plus question de hausses salariales. Il est question des 60 p. 100 au moins de Canadiens qui craignent pour leur emploi ou pour celui de membres de leur famille. Les Canadiens de tout le pays demandent que le gouvernement leur fournisse ce genre de garanties au lieu de présenter un projet de loi qui supprime toutes celles qui existaient déjà sous le régime de l'Agence d'examen de l'investissement étranger.

Je doute que nous entendions beaucoup parler les députés ministériels. Ils ont été excessivement silencieux là-dessus. J'espère que les députés du Québec réagiront à ce que les frères Bronfman avaient à dire à ce sujet. Je ne crois pas que les frères Bronfman se plaignent sans raison lorsqu'ils disent que ce sera la faute du gouvernement si une mainmise américaine causait la perte de milliers d'emplois dans le secteur de la distillerie. Je ne crois pas qu'ils parlent à la légère. Je crois qu'ils parlent au nom de tous les Canadiens, qui commencent à se rendre compte que l'obséquiosité, la politique de la porte ouverte et l'attitude de bradeur du premier ministre face aux investisseurs étrangers ne reflètent pas le sentiment des Canadiens. En fait, c'est tout le contraire.

Les Canadiens sont prêts à faire face à la concurrence. Dans l'industrie sidérurgique, nous avons concurrencé les meilleurs. Nous avons montré au monde entier comment créer le meilleur produit possible. Qu'en est-il résulté? Le protectionnisme américain. Le gouvernement canadien ne peut arriver à convaincre

le Congrès américain d'abroger les dispositions qu'il a récemment établies en matière d'étiquetage. Le premier ministre a fait une promesse. Il a écrit aux électeurs de la circonscription d'Hamilton-Est leur affirmant que, une fois élu premier ministre, il réglerait sur-le-champ le problème de l'étiquetage de l'acier. Toutefois, nous nous sommes rendu compte que le premier ministre n'a pas plus respecté cette promesse que des centaines d'autres.

Il y a une question de crédibilité en cause et il est impossible, à cet égard, de dissocier le gouvernement fédéral et gouvernement ontarien. Il est très difficile de savoir à quel point on peut se fier au premier ministre de l'Ontario parce qu'il ne peut se soustraire assez longtemps à l'emprise du premier ministre fédéral pour faire une déclaration ou entamer un débat. La question transcende les partis. C'est une question de sécurité d'emploi qui touche tous les Canadiens.

• (1520)

J'incite chaque député à se prononcer en faveur de l'amendement du député de Winnipeg-Fort Garry (M. Axworthy) qui veillera effectivement à ce que les dispositions adoptées sous l'égide de l'Agence d'examen de l'investissement étranger grâce à l'initiative du député de Windsor-Ouest (M. Gray) dans l'ancien gouvernement libéral ne soient pas vidées de toute substance à cause de la ligne de conduite du gouvernement actuel qui non seulement ouvre toutes grandes les portes, mais est prêt à vendre le Canada. Je ne crois pas que les Canadiens veuillent vendre notre eau, mais le gouvernement est en train de nous trahir.

M. Russell MacLellan (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur le Président, je suis ravi d'avoir une nouvelle occasion de parler contre le projet de loi sur Investissement Canada. Le plus dangereux, c'est que le gouvernement refuse de se rendre à l'évidence, de reconnaître que le projet de loi n'aura pas d'effets bénéfiques sur l'économie, qu'il découragera plutôt les investissements. Je trouve que le gouvernement adopte une attitude abominable: selon lui, il est répréhensible d'accorder un stimulant, un léger avantage, aux Canadiens qui investissent dans leur propre pays et qui participent aux bénéfices. Nous ne devrions pas avoir à nous excuser auprès du reste du monde de vouloir donner la première place aux intérêts canadiens dans notre propre économie. Il est de plus en plus évident que petit à petit, notre économie passe aux mains de capitaux étrangers. Les aspects les plus importants de notre économie ne vont pas être préservés. Au contraire, les sauvegardes dont nous disposons vont disparaître.

Le gouvernement actuel a déclaré qu'il voulait des investissements étrangers. Cela n'a rien de répréhensible. Mais leur ouvrir les portes toutes grandes sans les contrôler d'aucune façon va causer la ruine de notre économie et des principes auxquels nous voulons continuer d'adhérer.

Le gouvernement prétend que l'investissement étranger va favoriser l'expansion régionale, qu'il va développer les régions aujourd'hui défavorisées. Rien n'est plus éloigné de la vérité. Il a même été démontré que l'investissement étranger, si nous l'encourageons, ira dans les régions qui sont le plus prospères et non dans celles qui ont besoin d'être stimulées.